



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEROC

1 Rue Marcel Fauvel
ZAC de Bellefontaine - BP 18118
14401 Bayeux

Références : 2025-218
Code AIOT : 0005304572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement SEROC implanté Zone artisanale Route de Cherbourg 14400 Vaucelles. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEROC
- Zone artisanale Route de Cherbourg 14400 Vaucelles
- Code AIOT : 0005304572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Vaucelles, exploitée par le SEROC, a fait l'objet d'un récépissé initial de déclaration du 12 septembre 2003.

En vue de recevoir des déchets d'amiante, un arrêté de prescriptions spéciales a été délivré le 23 août 2007.

Par la suite, la déchetterie s'est agrandie avec l'aménagement de 5 quais supplémentaires. Un nouveau récépissé de déclaration a été délivré le 06 janvier 2012. Le décret n°2012-384 du 20 mars 2012 ayant modifié la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées, le SEROC a procédé à une déclaration d'antériorité actée par un courrier de la préfecture du Calvados du 15 avril 2013. Le site relève à ce jour du régime de l'autorisation.

Rubriques ICPE	Déclaration 2012	Situation actuelle
2710 1-a	Déchets dangereux : 7,67 tonnes	Autorisation : la quantité autorisée sur le site est toujours de 7,67 tonnes
2710 2-a	Déchets non dangereux : 652m3	Les seuils de la rubrique ont été modifiés le 6 juin 2018, le site est à enregistrement pour cette rubrique. La quantité autorisée de déchets dangereux est de 652 m3.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, 10 bennes actives et 1 benne tampon étaient présentes. Aucune erreur de tri manifeste et aucun dépassement de capacité n'ont été constatés. Le site est apparu propre et entretenu.

Environ 4 tonnes d'amiante étaient présentes sur la zone dédiée. Le dépôt d'amiante se fait uniquement sur rendez-vous. Les particuliers doivent préalablement filmer les déchets d'amiante avant de venir les déposer en déchetterie. L'exploitant a justifié des attestations de compétences relatives aux dangers et aux modalités d'interventions liées à l'amiante, en cours de validité le jour de l'inspection, pour deux agents de la déchetterie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
9	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 > IV.	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Sans objet
2	Cloûture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
3	Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet
5	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Sans objet
6	Stockages et rétentions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > I.	Sans objet
8	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est exploité avec sérieux, toutefois l'exploitant doit dans les délais indiqués dans ce rapport :

- s'assurer que la ressource en eau d'extinction en cas d'incendie est suffisante ;
- mener à bien avec diligence les travaux permettant d'assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées ;
- poursuivre les efforts déployés concernant la maîtrise des émissions sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques.
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan détaillé des risques affiché au sein du bureau situé à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation.
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Le site est apparu clôturé. L'exploitant a indiqué que le portail est fermé et verrouillé en dehors des horaires d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
Constats : L'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification périodique datant du 13 mars 2025. Il y est précisé que la vérification complète des installations a été réalisée et que la coupure totale de

l'installation a été autorisée par l'exploitant. Le rapport conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. La précédente visite de contrôle des installations électriques datait du 30 avril 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'un poteau se situe à proximité de l'installation mais n'a pas été en mesure de préciser sa localisation. L'exploitant s'est engagé à vérifier sa localisation et à interroger le service compétent afin de s'assurer que le débit minimum requis est bien disponible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que la ressource en eau disponible à proximité du site est suffisante.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention des chutes et collisions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions.
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.
Constats : Les dispositifs antichute placés sur le haut de quai ont été constatés comme étant en bon état général. Aucune situation à risque pour l'utilisateur n'a été relevée au cours de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockages et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage rétention.
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.
Constats : Les stockages contrôlés disposaient de rétentions suffisantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se montrer particulièrement vigilant sur l'entretien des rétentions et notamment concernant les cuves disposant de rétentions intégrées afin de s'assurer que les durées d'utilisation et modalités d'entretien prévues par les fournisseurs de ce type de dispositifs sont bien respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage rétention.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : Matières en suspension totales 100 mg/ l DBO5 (sur effluent non décanté) 100 mg/ l DCO (sur effluent non décanté) 300 mg/ l Hydrocarbures totaux 10 mg/ l</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un dispositif de rétention fonctionnel permettant de conserver sur site des polluants en cas d'accidents tels que des eaux d'extinction ou une pollution liée à une rupture de cuve. Il a engagé des démarches afin de se mettre en conformité immédiatement après l'inspection (bon de commande signé et daté du 24/03/25 pour la réalisation de travaux de confinement).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir les justificatifs permettant d'attester de la mise en conformité vis-à-vis de cette disposition réglementaire dans les meilleurs délais et au plus tard sous 4 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaire font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec</p>

<p>d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l. <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.</p> <ul style="list-style-type: none"> - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l; - métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport d'analyse daté du 24/07/2024. Les résultats présentés sont en dessous des seuil présentés ci-dessus. Il a également justifié du bon entretien du déboureur déshuileur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le résultat d'analyse concernant les métaux totaux n'est pas présenté au sein du rapport de résultats d'analyses même si les concentrations en métaux sont indiquées individuellement. L'exploitant doit être vigilant concernant ce paramètre dont la concentration ne doit pas dépasser 15 mg/l.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 > IV.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies à l'article 41>I de cet arrêté. De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas,</p>

lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Constats :

Le site se situe à proximité d'habitations. Le sujet des nuisances liées au bruit avait fait l'objet d'une plainte en 2017 et l'objet d'échanges avec certains riverains. Cette situation a poussé l'exploitant à revoir certaines modalités d'exploitation comme la modification des périodes d'évacuation de certains flux de déchets.

L'exploitant a fourni un rapport de surveillance des émissions sonores datant du 12 novembre 2024 répondant ainsi à l'obligation de suivi au moins tous les 3 ans. Ce rapport ne met pas en avant de dépassement concernant le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation par rapport aux seuils réglementaires mais pointe des émergences supérieures aux valeurs admissibles.

L'exploitant a obtenu l'autorisation d'exploiter une nouvelle déchetterie sur la commune de Bayeux et a pour objectif une redirection d'au moins 50 % des apports de particuliers depuis la déchetterie de Vaucelles vers celle de Bayeux ce qui devrait faire diminuer de manière significative l'activité sur la déchetterie de Vaucelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Étant donné que la nouvelle déchetterie de Bayeux a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 18 novembre 2024, il est considéré à ce stade que l'exploitant s'est donné les moyens de réduire les flux et en conséquence les nuisances sur la déchetterie de Vaucelles. L'exploitant doit toutefois s'assurer que la conformité des émergences sonores liées à son activité est rétablie une fois que la nouvelle déchetterie de Bayeux est en fonctionnement et sans attendre le délai de 3 ans au regard de la dernière date de passage du bureau d'étude afin de confirmer le retour des émergences sonores à des niveaux conformes ou d'identifier si d'éventuelles mesures complémentaires sont nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois